

La réunion annuelle calme les tensions Chine-USA

DIPLOMATIE. Les deux pays s'accusaient mutuellement de provocations ce week-end dans le litige de la mer de Chine. Ils ont prôné la coopération hier lors du rendez-vous de Pékin.

Les Etats-Unis et la Chine ont assuré hier vouloir travailler en «partenaires» plutôt qu'en «rivaux», lors de leur face-à-face annuel diplomatique et économique, sous forte tension cette année en raison d'une poussée de fièvre en mer de Chine méridionale. Les deux premières puissances mondiales sont réunies lundi et mardi à Pékin pour leur «8^e Dialogue stratégique et économique», en pleine mutation de la région Asie-Pacifique: l'administration du président Barack Obama a fait de cette zone la priorité de sa politique étrangère, suivant le fameux «pivot» ou «rééquilibrage» de l'Amérique vers l'Asie,

où la Chine est de plus en plus influente. Le président Xi Jinping a plaidé d'entrée pour que «la vaste (région) du Pacifique soit un espace de coopération et non pas de compétition». Il a réclamé que «les Etats-Unis et la Chine renforcent leur confiance réciproque».

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry, accompagné du secrétaire au Trésor Jacob Lew, lui a répondu: «C'est à nous, l'Amérique et la Chine, à faire en sorte d'être plus des partenaires que des rivaux». Mais les deux mastodontes, concurrents manifestes en Asie-Pacifique, avaient eu dimanche des

échanges acrimonieux à propos des contentieux territoriaux en mer de Chine méridionale qui opposent Pékin à ses voisins d'Asie du sud-est et empoisonnent toute la région. Washington et Pékin s'étaient accusés de «provocations».

L'ambiance était un peu plus diplomatique et polie au premier jour du Dialogue hier. Les Etats-Unis se sont gardés de montrer du doigt nommément leur hôte chinois. M. Kerry s'est contenté d'«exhorter toutes les nations à trouver une solution diplomatique» et d'éviter les actions «unilatérales» dans la crise en mer de Chine méridionale. Pour sa part,

Xi Jinping a estimé que «certaines querelles pourraient ne pas se résoudre pour le moment», tout en appelant à approche «pragmatique et constructive» à leur égard. Cette montée des tensions s'explique par l'imminence d'une décision juridique très attendue de la Cour permanente d'arbitrage de la Haye saisie par les Philippines face à la Chine. Pékin revendique la quasi-totalité de la mer de Chine méridionale, où ses travaux d'infrastructures et de remblaiements sur des îlots contestés provoquent la colère des Etats riverains, le Vietnam, les Philippines, Brunei et la Malaisie. ■

TRANSPORT AÉRIEN: les compagnies du Golfe fâchent le lobby européen

L'Union européenne doit négocier des accords de concurrence équitables avec les compagnies aériennes du Golfe qui perçoivent des «subventions» d'Etat, a dénoncé lundi E4FC, une coalition de compagnies et de syndicats européens. «Le Qatar et les Emirats ont injecté plus de 39 millions d'euros entre 2004 et 2014 en subventions publiques et avantages injustes» dans leurs compagnies d'Etat, a avancé Europeans for air competition (E4FC) dans une lettre adressée au conseil «Transports, télécommunications et énergie» du Conseil européen réuni au Luxembourg hier et aujourd'hui. Les compagnies Air France, Lufthansa, Swiss, Austrian, Brussels Airlines, notamment, ont apporté leur soutien à cette initiative. Les compagnies aériennes européennes, en particulier françaises, dénoncent depuis des années la concurrence «déloyale» des compagnies du Golfe qui s'emparent de parts de marché croissantes. La question de la concurrence déloyale pourrait être réglée à travers des «accords bilatéraux entre l'UE, ses Etats membres et les Etats du Conseil de coopération du Golfe», a précisé la coalition.

ROYAUME-UNI: hausse des immatriculations de voitures neuves

Les immatriculations de voitures neuves au Royaume-Uni ont progressé de 2,5% au mois de mai sur une année, toujours grâce à la demande des entreprises, ont annoncé hier les professionnels du secteur. Ce sont ainsi 203.585 nouveaux véhicules qui ont été immatriculés le mois dernier, selon l'Association des constructeurs et des vendeurs d'automobiles (SMMT). Comme sur les deux mois précédents, c'est la progression des flottes d'entreprises (+8,8%) qui a compensé une baisse du côté des particuliers (-3,0%). «Le marché des voitures neuves est resté élevé en mai avec des offres séduisantes pour de nouveaux modèles mais le faible rythme de croissance prouve encore une fois que le marché se calme face aux inquiétudes sur la stabilité économique et politique», a commenté Mike Hawes, directeur général du SMMT. «Il reste à voir si c'est le fait de clients potentiels qui attendent que l'incertitude actuelle se dissipe ou si c'est le signe d'un marché plus stable pour les voitures neuves», a-t-il ajouté. Le Royaume-Uni retient son souffle avant le référendum du 23 juin sur le Brexit.

A deux semaines d'un référendum crucial

MICHEL GIRARDIN. Retournement de tendance confirmé: les Britanniques penchent pour la sortie de l'UE. Après le Grexit et le Brexit, y aura-t-il un Swexit?

A peine plus de deux semaines avant d'être fixé sur le sort de la Grande-Bretagne. Fera-t-elle encore partie de l'Union européenne à la fin du mois? Le sondage du Guardian de vendredi reflète une scission 52-48 en faveur du Brexit. Celui de l'ICM paru hier donne les anti-EU à 48% et les pros à 43%. Le retournement de tendance est confirmé: les Britanniques préféreraient sortir de l'Union européenne. Quel impact sur les deux parties en présence et d'abord sur la Grande-Bretagne à la lueur de l'analyse menée par le Ministère des Finances britannique de George Osborne? Entretien avec Michel Girardin, professeur de macroéconomie à l'Université de Genève.

Le résultat des derniers sondages est inattendu. Qu'en pensez-vous?

J'avoue avoir été pris par surprise à leur lecture. L'écart entre les deux camps s'est aminci au cours des dernières semaines mais je ne m'attendais toutefois pas à un renversement de tendance. Le débat me paraît cependant biaisé: les tenants de l'Europe se battent sur un front économique alors qu'il est clair que leurs adversaires se positionnent sur le front politique avec la lutte contre l'immigration.

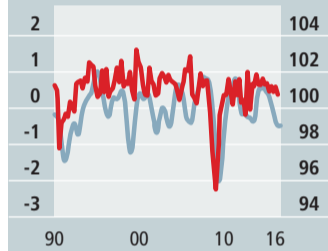
L'effet du Brexit est déjà perceptible dans les indicateurs économiques. La croissance en particulier.

La croissance britannique fléchit. Les enquêtes industrielles démontrent que 50% des sociétés diminuent ou retardent leurs dépenses en prélude au référendum. La confiance des entreprises faiblit.

L'effet est également sensible sur la livre sterling. S'effondrera-t-elle encore davantage?

Certes la livre s'affaiblit mais il faut se souvenir qu'elle chute de manière permanente depuis bien longtemps. Rappelez-vous que le taux de change de la livre au franc était de 12 lors de l'abandon des changes fixes en 1973! Il est aujourd'hui il est entre 1,40 et 1,60. En ce qui concerne le futur, il faut se souvenir que la meilleure représentation de la valeur

LE BREXIT SE REFLÈTE SUR LA CROISSANCE



Les enquêtes industrielles démontrent que 50% des sociétés diminuent ou retardent leurs dépenses en prélude au référendum. Thomson Reuters, Datastream / MacroGuide

d'une devise est celle fondée sur la parité de pouvoir d'achat (PPA). Or, la livre sterling est à l'heure actuelle très proche de sa valeur intrinsèque. Certes le Brexit influencera son cours mais l'effet baissier restera limité.

Quel impact sur le marché des actions britanniques?

Une comparaison entre le MSCI UK et le taux de change réel de la sterling montre une forte corrélation entre la performance du marché actions britannique et l'évolution à la baisse de la devise. Ceci s'explique parfaitement. La Grande-Bretagne est le pays développé où la part des entreprises de l'indice principal (le FTSE) dépendant de la demande extérieure est la plus importante. Seuls 23% des entreprises de l'indice britannique reposent sur le marché domestique, une proportion beaucoup plus faible que celle observable dans le reste de l'Europe où 56% des entreprises des grands indices comptent sur leur marché interne. Aux Etats-Unis, cette part est de 70%.

La Grande-Bretagne est donc très orientée vers l'export. Bénéficie-t-elle davantage que les autres pays européens de la croissance dans les pays émergents?

Sans aucun doute. La Grande-Bretagne est très exposée aux tendances des marchés émergents. Maintenant que l'inquiétude sur le marché chinois diminue, c'est le moment de garder un œil sur les sociétés britanniques qui sont

très bien positionnées sur les émergents.

On parle beaucoup de l'impact du Brexit sur la Grande-Bretagne mais peu de son effet sur l'Union européenne. Qu'en est-il?

Bien plus faible en termes économiques. La part des exportations de la zone euro à destination de la Grande-Bretagne n'est que de 8%. Par contre, 44% des exportations britanniques sont dirigées vers l'Europe. Les scénarios varient. Le rapport du Ministère des Finances britannique est très alarmiste mais en tout état de cause, il est évident que la Grande-Bretagne souffrira plus que l'Europe de cette scission. On estime que l'impact sera cinq à dix fois plus grand sur la Grande-Bretagne que sur l'Europe. En termes politiques, la crédibilité de l'Europe est en jeu. La volonté de départ de la Grande-Bretagne pointe une faillite des institutions européennes et la contagion est probable. Vers des pays comme la Suède, par exemple, qui pourrait bien être le prochain pays sur la liste. Après le Grexit et le Brexit, on peut envisager un Swexit.

Les institutions européennes ne paraissent pas remettre en cause leur propre responsabilité dans cette rupture.

Comprennent-elles le message exprimé par les Britanniques? L'Union européenne s'est intégrée sur le plan monétaire mais non sur le plan fiscal. L'absence de discipline est flagrante. 28 pays qui mènent chacun une politique fiscale indépendante? Ce n'est pas viable et on l'a vu avec la Grèce. Ce qui déplaît profondément aux Britanniques sont les interférences bruxelloises en matière de dépenses ou de subventions à l'agriculture. Mais si les membres de l'UE veulent les «Etats-Unis d'Europe», il leur faudra en passer par une politique fiscale commune. Ce qui implique une perte de souveraineté que les Britanniques supportent mal.

INTERVIEW: NICOLETTE DE JONCAIRE

Retrouvez sur agefi.com l'interview vidéo de Michel Girardin, réalisée le 3 juin. En collaboration avec Dukascopy TV.

L'industrie allemande est encore en baisse

La demande européenne protège les entreprises de certains aléas globaux. Mais ne suffit pas à la croissance.

CONRAD BERTEZ

Bien qu'elle soit la plus remarquable, la grande déception des chiffres de l'emploi américains n'est pas la seule de la semaine. En effet, l'Office fédéral des statistiques Destatis en Allemagne a annoncé aujourd'hui que les commandes manufacturières du mois d'avril étaient en baisse de 2% par rapport à celles du mois de mars; une baisse bien plus accentuée que celle de 0,7% prévue par Factset.

Cette surprise, due principalement à un glissement de 8,3% des commandes provenant des pays hors de la zone euro, est particulièrement lourde en matière de biens d'équipement, où les commandes hors zone euro ont chuté de 13,3%. Ce dernier chiffre peut représenter un indicateur néfaste pour les économies des deux plus grands importateurs de biens d'équipement allemands, les Etats-Unis et la Chine, laquelle a encore baissé ses importations pour le dix-huitième mois de suite.

Ce déclin des commandes inquiète. Il reflète la persistance de sentiments négatifs à l'égard de la croissance de la demande. Les commandes allemandes de biens d'équipement, elles aussi, souffrent d'un modeste déclin de 2,4%. Il s'agit pourtant du seul compartiment dans lequel les Allemands ont réduit leur appétit à l'égard de leur propre manufac-

ture. Cette baisse des commandes, bien qu'alarmante, ne semble pas présager d'un retournement à court-terme de la reprise des économies européennes en général. Au contraire, les commandes de la zone euro sont en hausse de 2,5% en moyenne, y compris les commandes de biens d'équipement, qui, elles, ont crû de 3,7%. Ceci s'inscrit donc dans la tendance positive des derniers mois pour la zone Euro, où la confiance des investisseurs est à son niveau le plus élevé depuis sept mois, le chômage à son niveau le plus bas depuis 2011, et où la croissance se maintient même si elle ne semble pas encore s'accélérer.

A plus long terme, cependant, cet affaiblissement de la manufacture, qui représente un quart de l'économie allemande, peut avoir de lourdes conséquences, étant donné le poids de l'export en particulier. La hausse de taux américaine, si elle venait à passer, exacerberait les difficultés chinoises, ce qui peserait d'autant plus sur l'exportation allemande dont environ 6% est destinée à la Chine. Et encore plus sur le reste de la zone euro, pour laquelle la Chine représente presque 10% des exportations. En ce sens, les nouvelles du marché de l'emploi américain pourraient jouer à l'avantage des entreprises si elles finissaient par convaincre la réserve fédérale de reporter sa hausse des taux le 15 juin. ■

RUSSIE: inflation stable en mai à 7,3% sur un an

L'inflation s'est maintenue pour le deuxième mois de suite à 7,3% sur un an en mai en Russie, après avoir fortement ralenti en début d'année, selon des statistiques publiées hier par l'agence fédérale Rosstat. Par rapport à avril, les prix à la consommation ont augmenté de 0,4%, comme en avril par rapport à mars et conformément aux attentes des économistes interrogés par Interfax. La hausse des prix a été soutenue par les services (+0,5% sur un mois), les céréales et le pain, le poisson, les pommes de terre ou encore la betterave. L'envolée des prix de fin 2014 et début 2015, avec un taux annuel d'inflation à plus de 15% une grande partie de l'an dernier, s'est nettement modérée ces derniers mois. Mais la banque centrale continue de marteler qu'elle craint un nouveau dérapage en cas de rechute des prix du pétrole, de nature à plomber le rouble, ou si le gouvernement relâche ses efforts de rigueur budgétaire. La Banque de Russie réunit son comité monétaire vendredi et certains économistes estiment qu'elle pourrait enfin baisser son taux directeur, fixé depuis l'été dernier au niveau très élevé de 11% en dépit des appels de plus en plus marqués du gouvernement à un assouplissement. «Juin serait un bon moment pour recommencer un cycle d'assouplissement en vue de revenir à un taux directeur de 9% d'ici à la fin 2016», a ainsi jugé Oleg Kouzmine, économiste chez Renaissance Capital.